

## IMMOBILIER À ANNABA

# La loi de la mafia

**Censés destinés aux familles ayant fait la demande et prêtes à en payer le prix tel que fixé par l'Etat, les logements sociaux participatifs (LSP) initiés dans le cadre du projet présidentiel du million de logements ont été détournés de leur vocation initiale.**

A Annaba, hormis ceux réalisés par l'OPGI, AADL et EPLF, les LSP font le bonheur des promoteurs immobiliers du secteur privé. Construits sur des terrains domaniaux attribués à un prix symbolique, les programmes LSP réalisés par ces promoteurs figurent dans les bilans de réalisation des administrations de l'Etat ; les prix de cession fixés font l'objet de transactions douteuses. Ils sont fixés de 5 à 7 millions de dinars le F3 de 80 m² et plus pour le F4. Une condition est cependant fixée par le promoteur pour donner un accord d'attribution de principe. Elle consiste à demander à l'acquéreur de déclarer au notaire, et de là aux impôts, un prix trois fois inférieur. Ce type de transaction s'est généralisé depuis l'apparition des nouveaux riches déguisés en hommes d'affaires. Ceux deux dernières années, le secteur de l'immobilier a flambé, encourageant les opérations de blanchiment d'argent de la

mafia locale de l'immobilier. D'un quartier à un autre à Annaba-Ville, les prix du LSP fluctuent toujours à la hausse. A la Baie des Corailles, Kouba, Oued Forcha, Pont Blanc, Bougantas, la valeur de cession des LSP a atteint des cimes inaccessibles pour le cadre moyen. Achevées et réceptionnées, plusieurs centaines de ces logements ont été cédées à des industrielles et hommes d'affaires algériens dans le besoin de placer les liquidités mal acquises. Le secteur privé de la production industrielle, celui de la transformation et les sociétés étrangères sont particulièrement demandeurs de ces transactions immobilières.

Leurs gérants acquièrent ou louent à de très forts prix les logements pour peu que ces derniers répondent à une multitude de critères (surface, éléments de confort, standing de l'immeuble et du quartier). Certains LSP conçus, pour la plupart, à cette fin sont cédés

à des prête-noms, généralement des membres de la famille lorsqu'il s'agit d'acquéreurs nationaux qui paient cash. A Annaba, cette catégorie d'appartements ne se construit plus au profit des citoyens dans le besoin d'un logement. Réalisés en milieu urbain, quartiers et cités huppés, les LSP sont en fait cédés sous des prête-noms à une seule et unique personne. La démarche est destinée à tromper les services de la wilaya chargés du suivi des listes d'attribution. Cette situation a eu pour conséquence la dilapidation du portefeuille foncier étatique pour le seul profit des promoteurs privés. Plusieurs membres du comité d'aide locale à la promotion des investissements et de la régulation foncière (Calpiref) en charge des attributions de terrains à bâtir dans le cadre du programme présidentiel ont, à maintes reprises, alerté les pouvoirs publics sur le trafic du foncier, en vain.

Des terrains attribués par les domaines ou par l'agence foncière pour la réalisation du programme présidentiel de logements sociaux ont été détournés. D'autres destinés à la réalisation de surfaces communes, dégagements, places

publiques, espaces verts ont été squattés par les mêmes promoteurs. En matière de terrains à bâtir, Annaba est devenue le royaume de la baronnie.

Les responsables locaux qui animent les réunions et les visites de travail et d'inspection paraissent impuissants face à ce phénomène. Le rapport de forces qu'ils tentent de créer avec les riches promoteurs immobiliers leur est toujours défavorable.

Un argumentaire complexe où s'enchevêtrent sciemment les mauvaises raisons et les explications discutables est constamment avancé pour permettre à ces promoteurs de bénéficier de la plus grande part de projets de LSP.

Pour avoir osé concurrencer ces derniers et leur disputer des terrains à bâtir, les entreprises de promotion du logement familial (EPLF) risquent de disparaître. Autre conséquence : le mouvement de colère des habitants de divers bidonvilles de Annaba qui, à la fin de la semaine dernière, ont pris possession des logements achevés et toujours non attribués. Ce sont pour la plupart des LSP réalisés par des promoteurs privés.

A. Djabali

## ACCIDENTS DE LA CIRCULATION DURANT LE RAMADAN

# Six morts et 171 blessés enregistrés

**Six morts et 171 blessés dans 101 accidents de la circulation ont été recensés durant le mois de Ramadan 2008, faisant de ce mois l'une des périodes les plus meurtrières de l'année, avec une augmentation du nombre des blessés qui est passé de 105 en août à 171 en septembre, soit plus de 60%.**

La RN 44, où l'on a enregistré la majorité des accidents survenus dans la wilaya d'Annaba, détient un triste record dans ce décompte macabre. Toutes proportions gardées (nombre de véhicules et de personnes empruntant cette route), elle n'est pas loin de devenir l'axe le plus meurtrier du pays. Par ailleurs, le mois de Ramadan de cette année a coïncidé avec

un mois de septembre caniculaire, des journées enregistrant des pics de plus de 40°C.

Certains jeûneurs n'ont pu résister à la tentation de faire trempette, même si leur nombre a été insignifiant par rapport au grand rush du mois d'août – 6 600 contre 1 785 800. Il a tout de même été enregistré trois évacuations vers les urgences du Centre hospitalier universitaire (CHU) de la ville sans compter ceux qui ont été secourus et pris en charge sur place par les médecins de la Protection civile. Chaleur suffocante et effets du jeûne sont en grande partie responsables de ces malaises et autres problèmes sanitaires.

Cette situation climatique était à l'origine durant la même période de nombreux départs de feux qui ont causé la perte de 284 ha de forêts de différentes espèces, 53 autres ha de maquis et de broussailles

et d'une cinquantaine d'arbres fruitiers. A l'instar des autres mois de l'année, peut-être un peu plus durant ce mois, les éléments de la Protection civile ont eu à intervenir près de 1 500 fois, de jour comme de nuit, pour porter secours à des gens se trouvant en difficulté, sinistrés ou blessés, éteindre des feux de forêt dans des endroits accidentés et difficiles d'accès. «Sauver des vies humaines et des biens publics ou privés constitue notre tâche et notre devoir. Pour de faire, on mobilise tous nos moyens humains et matériels», nous a affirmé le colonel Ferroukhi, directeur de la Protection civile dans la wilaya d'Annaba.

Cette abnégation et ce dévouement ont été vérifiés à plusieurs reprises dans des accidents ou sinistres qui ont eu lieu dans cette wilaya.

Mohamed-Ali Khellaf

## TIZI-OUZOU

# De mal en pis au bureau de poste des Aghribs

**Décidément, la colère des usagers du bureau de poste de la commune des Aghribs, 45 km à l'est de Tizi Ouzou, ne s'estompera pas de sitôt. Toute une population subit la mauvaise qualité des services assurés s'agissant de paiement des chèques.**

pétitions, les réclamations se sont avérées jusque-là sans incidence sur ce que tout le monde dans la localité qualifie de mauvaise volonté de la direction de la poste. Le comble a été atteint ces derniers mois puisque l'ordinateur au guichet dans sa plus meilleure performance ne paie que trois chèques par jour. Dernière trouvaille, nous confie-t-on, cette situation serait due à l'état de la machine. Aussitôt dit, aussitôt fait ! L'ordinateur a été envoyé en réparation sans être remplacé, et au bout aucun changement. Après les multiples réclamations des citoyens auprès des préposés aux guichets qui, réellement, se trou-

vent dépassés par les événements car eux-mêmes ne savent pas de quoi il en retourne, le problème serait dû à

une mauvaise connexion au réseau, leur rétorque-t-on. En attendant de prendre en charge l'énigmatique ordinateur, toute une population subit les sautes d'humeur d'une machine appartenant à un organisme public pourtant capable de s'en payer une autre ou, du moins, de venir à bout d'une

mauvaise connexion pour peu qu'il y ait de la bonne volonté, pensent les citoyens rencontrés sur place.

Mais que demander de plus à un bureau de poste qui n'a pour surface que huit mètres carrés entre salle d'attente et guichets ?

F. B.

## DRAÂ-EL-MIZAN

# Bientôt une Sûreté urbaine à Aït-Yahia-Moussa

La commune d'Aït-Yahia-Moussa, située à 17 km au nord de Draâ-El-Mizan et à une vingtaine du chef-lieu de wilaya, sera bientôt dotée d'un commissariat de police.

Cette localité, qui a vu naître Krim Belkacem et faisant partie des plus pauvres communes que compte la wilaya de Tizi-Ouzou, limitrophe de deux importantes forêts, Boumahni à l'est et Sidi-Ali Bounab à l'ouest, servant de base-arrière aux terroristes, a longtemps souffert d'incessants actes et incursions terroristes avant l'installation d'un cantonnement militaire. La nouvelle Sûreté soulagera la population locale du

désordre et de l'anarchie qui règnent au centre-ville de cette commune où des baraques faisant office de commerces ont été érigées illégalement. «Avec l'arrivée des policiers, chacun prendra ses responsabilités, ceci sans oublier qu'on n'aura plus à se rendre à la Sûreté de daïra de Draâ-El-Mizan pour la délivrance d'un document», a tenu à nous dire un habitant de cette commune. Enfin, d'après une source locale, l'inauguration de cette Sûreté urbaine se fera incessamment, quand les travaux de finition seront terminés.

Slimane S.

## MASCARA

# Des peines de 2 à 3 ans de prison ferme dans l'affaire de la garde communale

Après deux reports de l'affaire dite de la garde communale dans laquelle comparaissaient 222 accusés au niveau du tribunal de Mascara, 3 ans de prison ferme ont été requis contre l'ex-directeur de ce corps et un autre responsable en plus de 100 000 DA d'amende. Contre deux autres, il sera demandé 2 ans ferme et 100 000 DA d'amende.

Pour les premiers, l'accusation porte respectivement sur la dilapidation et le détournement de deniers publics. Pour le reste des accusés, il a été retenu contre eux la participation à la dilapidation de deniers publics et contre huit d'entre eux, il sera requis une peine de 2 ans de prison ferme et 25 000 DA d'amende alors que pour le reste, il sera demandé l'application de la loi. Pour l'un des accusés, décédé, ce sera l'extinction des poursuites.

Rappelons que l'affaire remonte à la fin de l'année 1997, déclenchée à partir de dénonciation. Le préjudice global, lui, a été estimé à un milliard quatre cent quatre-vingt-douze millions de centimes. La partie civile demandera la réparation de ce préjudice par les quatre premiers accusés en remboursant les salaires perçus illégalement et une réparation à hauteur de ce qui a été perçu.

En effet, dans cette affaire, il aura été relevé des emplois fictifs ou des salaires qui continuaient à être versés à des éléments en cessation d'activité. C'est en quelque sorte la confusion et le laisser-aller qui ont généré cette situation. L'enquête avait débuté en 2001 mais elle traînera après des recours introduits devant la chambre d'accusation et les nombreuses expertises et contre-expertises. Le jugement a été mis en délibéré.

# Acquittement pour le correspondant d'El Watan

Le tribunal de Mascara a rendu son verdict dans l'affaire opposant la Direction de la santé, de la population et de la réforme hospitalière à notre confrère d'El Watan, correspondant à Mascara. L'article incriminé est intitulé «l'hôpital de Mohammadia livré à lui-même». Le jugement avait été mis en délibéré le 6 octobre. C'est une peine de six mois de prison ferme qui a été demandée contre l'accusé et une amende de 50 000 DA. C'est l'acquittement qui sera prononcé.

M. M.

## RELIZANE

# Solidarité

# avec la population de Ghardaïa

La wilaya de Relizane, à l'instar des autres wilayas du territoire national, a tenu à manifester sa solidarité avec la population de Ghardaïa. A cet effet, une caravane constituée de 21 camions chargés de divers produits comme le lait, l'eau minérale et autres produits essentiels ainsi que des couvertures ont été acheminés vers cette région sinistrée. Ces dons proviennent d'investisseurs et entrepreneurs qui ont voulu participer à cet élan de solidarité. Le coup d'envoi du départ du convoi a été donné par le wali de Relizane en présence des autorités civiles et militaires.

# La waâda de Sidi-M'hamed est de retour

Depuis mercredi et jusqu'à vendredi aura lieu la traditionnelle waâda du saint, au mausolée de Sidi-M'hamed Benaâouda, apprend-on auprès de l'association organisatrice et de la famille issue de la descendance. Sous le patronage du wali et de la Direction du tourisme de la wilaya, la matinée a été consacrée à l'accueil des visiteurs, avec un comité chargé de cette tâche. Le moment le plus attendu est, bien sûr, la fantasia, qui est garantie, avec plus d'une centaine de chevaux venant de plusieurs régions du pays. La waâda de Sidi-M'hamed Benaâouda revêt un cachet particulier, avec une population qui participe à ce festin, appelé communément maârouf. Le couscous, il y en aura suffisamment pour tout le monde, et les gens avec nostalgie se retrouveront dans la joie et la convivialité.

A. Rahmane